



© vouraysan - Fotolia.com

Les Pays de Savoie ont-ils un avenir ?

Quarante ans après le rejet, par les deux conseils généraux, de l'idée d'une région Savoie, une entité commune est-elle encore envisageable ?

Par **Éric Renevier**

«**Q**ue la Savoie ne soit pas diluée dans le machin rhônalpin !» En 1972, le Mouvement Région Savoie (MRS) voit le jour pour peser dans le débat sur la création des Régions. Les Départements ont leur mot à dire et le MRS croit en la possibilité que dans le "73" et le "74", ils préférèrent une Région Savoie. Mais le 15 mai 1973, la Savoie, qui se réunit le matin, vote clairement pour Rhône-Alpes (19 voix pour, 2 contre, 6 blancs). Et l'après-midi, malgré un débat plus vif et un score plus étrié, la Haute-Savoie fait de même (13 pour Rhône-Alpes, 12 pour Savoie, 2 nuls, 1 blanc). L'occasion est passée et elle n'est pas prête de se représenter. Dix ans plus tard, les deux conseils généraux

créent l'Entente régionale de Savoie afin de pouvoir mener des projets en commun. Entente qui va devenir, en 2001, l'Assemblée des Pays de Savoie (APS). Entre-temps, la montée du phénomène régionaliste et indépendantiste (années 1990) va pourtant faire revenir dans l'actualité l'idée d'un rapprochement institutionnel. Si la récente refonte des cartes cantonales avait été l'occasion d'un réajustement du nombre de cantons en fonction de la population, cela aurait pu favoriser la rencontre des deux départements. Mais non : la Haute-Savoie et ses 767 000 habitants a 17 cantons (donc 34 élus) et la Savoie, moins peuplée (425 000) en a 19 (38 élus). Impossible alors d'imaginer la fusion de deux

6 267
KM²

C'est la superficie de la Savoie. Avec une population municipale de 418 949 habitants au 1^{er} janvier 2014, le 45^e département de France par sa taille, représente 0,6 % de la population française et 6,7 % de la région Rhône-Alpes.

Source : INSEE



© Jean-Claude Briuet

L'APS, un nain politique

Le tourisme, l'agriculture, l'université, la culture (dont l'Orchestre des Pays de Savoie) : voilà, en gros, à quoi se résume le rôle de l'Assemblée des Pays de Savoie (APS). Symbolique, médiatique, souvent mise en avant pour rappeler les «*racines communes*», l'APS n'en reste pas moins un nain politique, doté de compétences limitées et d'un budget de seulement 22 millions d'euros, soit à peine 1,6 % du budget cumulé des deux Départements (1 390 M€).

conseils généraux où c'est le moins peuplé, le moins riche fiscalement et le moins puissant économiquement, qui serait majoritaire. Quant à la possibilité d'une Région Savoie détachée de Rhône-Alpes, le vent de l'histoire est plutôt à la constitution de Régions de taille européenne plutôt qu'à la parcellisation de l'existant. En janvier, le président Hollande a évoqué la possibilité de réduire à une quinzaine au lieu de vingt-deux le nombre de Régions (hors Outre-mer). Le tout sur fond d'émergence de grandes métropoles – dont Lyon – aux compétences élargies. Alors, fini les Pays de Savoie ? « *Certainement pas, sourit Jean Varlet, professeur de géographie à l'Université de Savoie. Si l'on s'en tient à l'aspect immédiat et institutionnel, on peut se poser des questions. Mais on ne peut pas nier les spécificités du territoire. Les Pays de Savoie ont toujours été un territoire de périphérie. C'était le cas dans le royaume de Piémont-Sardaigne et ça l'est encore aujourd'hui, où ils sont «coincés» entre Lyon, Grenoble et Genève. Mais même si ces mé-*

4 388
KM²

C'est la superficie de la Haute-Savoie, soit 0,79 % du territoire français. Pays de lacs et de montagnes, le département compte deux grands lacs, un parc naturel régional, deux géoparc UNESCO, neuf réserves naturelles régionales et nationales et 25 sites Natura 2000.

Source : CG 74

poles prennent de plus en plus d'ampleur, l'influence de Grenoble reste limitée politiquement, celle de Lyon s'affirme politiquement, mais économiquement non. Quant à Genève, la frontière atténue son influence. En résumé, on peut dire que les Pays de Savoie sont suffisamment proches pour bénéficier de la proximité, mais

pas trop pour ne pas la subir. » Autres spécificités aux yeux de l'universitaire : le dynamisme du territoire et sa capacité à se mobiliser face aux grands enjeux. « *Prenez l'APS, c'est intelligent. Cela fonctionne sur le mode "qu'est-ce qu'on peut faire ensemble de correct ?". C'est quasi unique en France.* » Autre exemple, l'Université de Savoie où, dans le cadre du rapprochement avec le pôle grenoblois, toutes les énergies sont déployées pour « *ne pas se faire manger* ».

Politiquement cependant, « *pour qu'il y ait un avenir, il faut qu'il y ait un projet, créer un outil sans projet ne servirait à rien* », conclut l'universitaire. Un point de vue partagé par Christian Monteil, président du conseil général de Haute-Savoie et de l'APS (dont la présidence est tournante). « *On peut être dans l'incantation et vouloir une assemblée unique, les mêmes pouvoirs que la Région... Les Alsaciens ont essayé et on a vu le résultat, alors que les deux départements avaient la même couleur politique. Alors, je préfère me dire : «Nous travaillons bien ensemble ? Eh bien continuons !» D'ailleurs, les évolutions en cours vont sans doute nous y pousser. L'un des enjeux des élections cantonales de 2015 sera peut-être de savoir quel positionnement entre Lyon, Grenoble et Genève nous voulons. En Haute-Savoie, je crois que les gens sont partagés.* »

Pour le président haut-savoyard, « *nous n'avons pas besoin d'une fusion. Sans délégations de compétences de la Région, cela ne servirait à rien. Or, j' imagine mal que l'on puisse démembrer Rhône-Alpes (NDLR : Région tenue par la gauche) de deux de ses départements aujourd'hui, alors que rien ne s'est passé quand la droite était au gouvernement* ».

Quarante ans après les premiers tracts du MRS, « *le machin rhônalpin* » a englouti le projet d'une région Savoie. Même sans perspective institutionnelle, au moins à court terme, les Pays de Savoie vont donc continuer à travailler ensemble. ■

ANALYSE

Jean-Pierre Vial
SÉNATEUR ET VICE-PRÉSIDENT
DU CONSEIL GÉNÉRAL DE SAVOIE



« Nous sommes au cœur d'une tourmente institutionnelle dont les populations sont peu conscientes. Il va y avoir une redistribution des cartes, avec la montée en puissance des métropoles et, semble-t-il (le texte n'est pas encore voté – NDLR), une nouvelle répartition, entre les collectivités, des compétences et des moyens qui vont avec (spécialisation). Pour les Pays de Savoie, je l'ai toujours dit, une Région me semble trop petite et un département unique trop grand. Mais cela ne veut pas dire qu'il ne va plus rien se passer, au contraire. Nos deux départements vont devoir travailler plus étroitement ensemble sur les sujets importants. Ceux où c'est déjà le cas (tourisme, université, filières d'excellence...), mais aussi d'autres comme, pourquoi pas, la politique sociale face au vieillissement et au handicap (accueil, accompagnement). Travailler plus étroitement non pas pour nous défendre, mais pour nous rendre plus forts. Aujourd'hui, certains chercheurs disent que le territoire n'existe plus et que ce qui compte, c'est l'inscription dans des flux économiques. Pour être dans les bons flux, nous devons travailler de concert. Et la forme institutionnelle ne doit pas être prioritaire : ce qui prime, c'est la coordination de nos politiques.

PROSPECTIVE

Robert Borrel
ANCIEN DÉPUTÉ-MAIRE ET PRÉSIDENT
DE L'AGGLOMÉRATION D'ANNEMASSE



« Le Genevois, c'est un bassin avec des montagnes des deux côtés. Mais la frontière institutionnelle, au lieu d'être sur les crêtes, est en plaine. C'est comme si La Tronche était séparée de Grenoble, ça n'a pas de sens ! Il y a une réalité géographique et humaine (flux de personnes et flux commerciaux) qui a toujours existé, mais qui a longtemps été négligée par l'histoire. Ce n'est pas être contre le département de l'Ain ou de la Haute-Savoie que de le rappeler. Mais c'est vrai que, dans le Genevois, une Région Savoie ça ne parle pas vraiment. Je ne vis pas les Pays de Savoie comme une réalité. Et je ne suis favorable ni à un département unique (j'y vois un état d'esprit trop cocardier que je ne partage pas du tout), ni à une Région Savoie : il ne me paraît pas souhaitable de quitter Rhône-Alpes, qui a sa place dans le concert européen des grandes Régions. Mais cela n'empêche pas des coopérations entre Annecy et Chambéry et entre les deux Départements. Différentes coopérations peuvent se construire sans que cela ne soit au détriment de l'une ou de l'autre. La construction des Pays de Savoie ne se fait pas forcément contre celle du Genevois transfrontalier et l'inverse non plus. Ici, nous sommes genevois, mais nous sommes quand même savoyards !